

CAPTURE DU PRÉSIDENT VÉNÉZUÉLIEN PAR LES FORCES AMÉRICAINES

Trump annonce que Maduro sera transféré à New York

UN DES OBJECTIFS VISÉS PAR LE PRÉSIDENT SAÏD

La révolution législative dans un esprit de justice et d'équité



La Presse — Avec l'avènement de la nouvelle année administrative 2026, la Tunisie nouvelle a besoin de sortir des sentiers battus et d'une gestion des affaires selon des approches innovantes dans les différents domaines, tout en procédant aux réformes destinées à mettre fin, une fois pour toutes, aux pratiques malfaisantes du passé avec la ferme volonté d'empêcher toute tentative de retour en arrière.

L'ARP ADOpte TROIS PROJETS DE LOI ORGANIQUES SUR LES RÈGLES D'ORIGINE

Des avantages concurrentiels et des inquiétudes

La Presse — Adoptées dans l'urgence par l'ARP à la veille du 1er janvier 2026, les modifications des règles d'origine engagent la Tunisie bien au-delà de simples ajustements techniques.



► page 6

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS EN TUNISIE PAR LE FROTTIS CERVICO-UTÉRIN

Un taux de dépistage encore assez faible

Le dépistage en Tunisie par le frottis cervico-utérin, qui est un examen de dépistage du cancer du col de l'utérus, est rarement réalisé, a indiqué Rim Abdmek, professeur hospitalo-universitaire en maladies infectieuses, qui a souligné que les femmes qui en ont bénéficié ne dépassent pas 14 à 16% de celles en âge de procréer, alors qu'il faut couvrir au moins 70% des femmes pour dépister le maximum de lésions précoces.

► page 3

DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Cette année se veut le début des réformes structurelles

La Tunisie entame une année économique entre prudence mesurée et ambitions élevées visiblement traduites par une stratégie globale d'amélioration du climat des affaires à l'horizon 2030, dévoilée dans le cadre du budget économique et les débats parlementaires.

► page 2

EDITORIAL

Transport : pour une remise en question globale

Par Anis SOUADI

DÉCIDÉMENT, le secteur du transport, sous ses différentes formes, continue à inquiéter. Il n'arrive toujours pas à retrouver ses repères, notamment en termes de bon fonctionnement, de ponctualité, de qualité et donc de performance. Ainsi, d'un secteur stratégique dans la politique socio-économique nationale, il devient une source de nuisance, un fardeau et, surtout, une charge lourde pour nos finances publiques. Pourtant, l'Etat a pris toutes les dispositions nécessaires pour que cette activité retrouve sa dynamique : des orientations précises, des programmes de modernisation ambitieux, des restructurations ciblées et des moyens financiers, plus ou moins conséquents. Mais ce sont toujours les mêmes défaillances qui ressurgissent et le même diagnostic qui se confirme.

Et tout laisse à croire que la responsabilité est humaine, et cela signifie, bien évidemment, que la bataille contre le désengagement professionnel, l'oisiveté, la corruption et le complottisme est loin d'être finie.

Un constat qui justifie l'emportement du Chef de l'Etat, lors de son entretien lundi dernier avec le ministre des Transports, contre les « graves perturbations qui affectent aussi bien l'activité aérienne, terrestre que maritime ». Des dysfonctionnements sérieux qu'il qualifie d'« inacceptables » et qui nécessitent des décisions urgentes, radicales et sans détour.

Et c'est encore la question de la ponctualité qui domine l'actualité, notamment aérienne. Une vérité désolante, car notre transporteur national, qui a été pendant longtemps « un symbole de performance et de souveraineté économique », accuse, aujourd'hui, une dégradation préoccupante ». Une situation qui est, vraisemblablement, la conséquence directe de pratiques volontaires qui cherchent à forcer la cession et « le renoncement aux entreprises publiques stratégiques ».

Ce diagnostic peu glorieux s'applique aussi au transport terrestre qui accumule les défaillances structurelles, qui se sont traduites par des perturbations à la fois fréquentes et graves et surtout, par une dégradation inquiétante de la qualité à tous les niveaux.

Pourtant, ce secteur a toujours bénéficié d'un intérêt particulier des pouvoirs publics. Il suffit de rappeler que pour l'année 2026, 93% du budget réservé à l'investissement dans le secteur des transports sont orientés vers le terrestre (voir La Presse du 1^{er} décembre).

Le niveau maritime, la situation est similaire, sinon pire. On parle ainsi d'une surexploitation des ressources, de défis logistiques sérieux, de pollution et de dégradation environnementales et de corruption. Et aussi de pertes financières colossales.

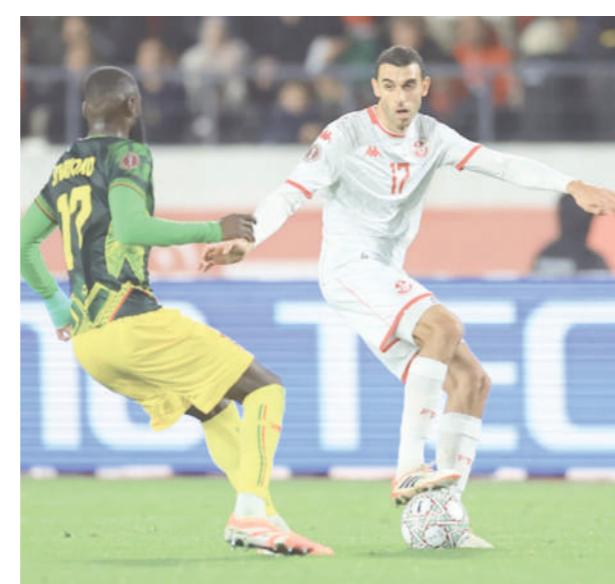
Le tableau des transports est, somme toute, sombre.

Il nécessite une remise en question globale. Il est question, comme le recommande le Président de la République, d'une reprise en main par l'Etat pour la reconstitution d'un environnement bien favorable et pour la responsabilisation des coupables, sans concession.

SPORT

CAN 2025 — TUNISIE-MALI (1-1; T.A.B : 2-3)

Si maladroits...



Skhiri et ses coéquipiers ont manqué de cœur et de savoir-gagner @LaPresse/Mokhtar HMIMA

La Presse — Face à des Maliens tenaces malgré leur infériorité numérique, nos joueurs, maladroits aux tirs au but notamment, ont laissé passer leur chance. L'aventure continentale s'arrête là !

CULTURE

FESTIVAL DE LA CULTURE ET DES ARTS CHOKRI-BELAÏD

Pour que la mémoire reste toujours vive



La Presse — Un public disséminé a assisté vendredi dernier à la maison de la culture Ibn-Rachiq au démarquage de la 9e édition du Festival de la culture et des arts Chokri-Belaïd qui s'achève aujourd'hui.



LOGEMENTS SOCIAUX

Publication des listes finales des candidats retenus

COMMENTAIRE

Croissance économique : la rigueur des chiffres face aux lectures biaisées

Par Samir DRIDI

PARLONS peu, parlons juste, ou plutôt écrivons sobrement et répondons avec rigueur à certains experts du domaine économique qui, sans que l'on en comprenne les raisons, s'emploient à relayer des informations erronées sur l'évolution de la situation économique dans notre pays.

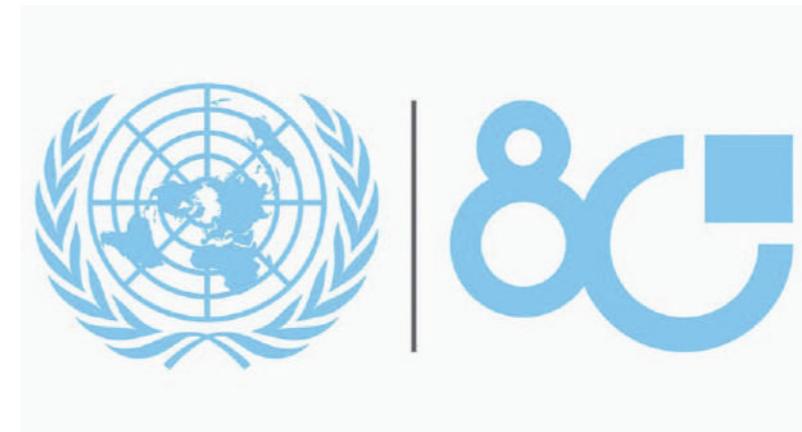
Selon l'un d'eux, très suivi sur les réseaux sociaux et régulièrement sollicité par certaines radios privées, « la croissance économique en 2025 est estimée à 2,5% selon les prévisions du Fonds monétaire international, ce qui en ferait le taux le plus faible au niveau arabe » (sic). Affirmation publiée noir sur blanc sur sa page Facebook. On ne citera pas l'expert par respect à la déontologie journalistique.

(Suite en page 3)

► page 3

L'ONU FÊTE SES 80 ANS

Le multilatéralisme, un axe central de la politique étrangère de la Tunisie



► page 2

ABONNEMENT

04-01-26



Rendez-vous
Aujourd'hui
avec votre magazine
Dans les kiosques



Consultez La Presse Magazine sur
www.lapresse.tn